de la dite Chambre, par laquelle il paroîtra qu'ils auront payé leurs Taxes & les condamnations prononcées contre eux jusqu'au jour du paiement desdites Taxes; en ces Presentes toutesfois non compris, à l'égard des comptables, le simple des omissions de Recettes, faux & double Emplois, fausses reprises & erreurs de calcul, pour lesquels néanmoins les prévenus ne pourront être poursuivis que civilement.

3. Pour connoître & approfondir la vérité ou la fausseté de chaque déclaration de biens, il sera procédé par les Commissaires qui seront pour ce nommez par nôtre dite Chambre de Justice, à l'examen des déclarations & dénominations qui ont raport les unes aux autres, & à l'interrogatoire de ceux qui les ont faites, pour avoir l'explication des déclarations qui paroîtront captieuses, obscures ou infidelles; même à l'examen des pièces justificatives de leurs biens de patrimoine & des titres de leurs prétendus créanciers; lesquels titres lesdits créanciers seront obligez de représenter dans les tems qui leur seront prescrit par lesdits Commissaires, & qui leur seront declarez par des significations faites à leur Personnes ou domiciles; & faute par les Créanciers de représenter leurs titres dans lesdits délais, on n'aura aucun égard à leurs prétendus créances.

4. Et quoi que nous soyons bien informez qu'entre les états de biens qui ont été donnez, il y en a un grand nombre qui sont faux; que la plupart des Croupiers & participes, quoi que declarez par les principaux interessez, n'en ont même fourni aucun, & qu'ainsi les peines corporelles & pecuniaires, portées par nos Declarations, soient par eux encouruës, & tous leurs biens acquis à nôtre Etat, en sorte que
s'ils